

cerises

la coopérative

DÉCOUVREZ
le nouveau site *Cerises*,
la coopérative [ici](#)

Humeur de Cerises

Pour en finir avec les « nantis », on a supprimé leur statut, leur sécu, changé leur retraite, etc... Résultat : il n'y a plus personne pour conduire les trains... Si « on » fait pareil pour la chasse aux gaspis, ça promet.

20356 piscines non déclarées ont été repérées par les services des impôts. Recette : 10 millions € pour les finances locales. 40M € attendus en 2023. Dommage que les agents qualifiés du cadastre aient été squizzés par Capgemini et Google...

BMW annonce le lancement de modèles à intérieur végétan. A quand le V6 turbo bio ?

Du nouveau dans le « low coast » : Brest propose désormais des stèles et caveaux reconconditionnés. Sous conditions, mais jusqu'à 10 fois moins cher !

Agenda militant

10 décembre

Manifestation unitaire vers l'ambassade de Russie : troupes du régime de Poutine hors de toute l'Ukraine !

18 décembre

Contre Darmanin et son monde
Journée internationale des migrantes



La contestation (aussi) se mondialise

Qu'y a-t-il de commun entre les gouvernements espagnol, italien, anglais, belge, français, grec ? Leurs orientations politiques, leurs choix économiques et sociaux sont différents. Une chose est commune à ces pays : les mobilisations collectives sous forme de grèves, nationales ou locales, professionnelles ou interprofessionnelles, les rassemblements et manifestations de celles et ceux qui sont exploités de par le système capitaliste : travailleurs et travailleuses en activité, en retraite, au chômage, en formation... Cela montre, encore une fois, que la solution à la crise du capitalisme n'est pas dans la manière de gérer celui-ci. Ni dans la gestion loyale d'institutions qui n'ont d'autre but que de perpétuer ce système.

Les mouvements sociaux, éminemment politiques, portent les germes de changements radicaux, de ruptures. Pour que cela se concrétise, pour que l'émancipation sociale devienne réalité, mettons-y toutes nos forces ; ne les gaspillons pas dans des discussions vaines, dans des joutes oratoires dont les conséquences ne font guère trembler les capitalistes. La lutte des classes existe, qu'on le veuille ou non, qu'on y participe activement ou non. Une question essentielle est de savoir sur quel terrain la mener. Nos organisations - syndicales, partidaires, associatives, culturelles - ont une responsabilité dans ces choix : où faire la politique ?

Nous citons les grèves et manifestations en Angleterre, Espagne, Italie, France, Belgique et Grèce. C'est par facilité de la proximité géographique. Mais le constat vaut au-delà de l'Europe occidentale. En Ukraine, en Iran, au Soudan, aux Etats-Unis ou en Argentine - et là encore ce ne sont que des exemples - les peuples luttent contre l'agression militaire de la Russie de Poutine ou contre des dirigeants menant des politiques théocratiques et/ou autoritaires, le prolétariat se défend, revendique, crée, organise des grèves, manifestations et autres mouvements de révolte.

Démocratie organisée par et pour la bourgeoisie, théocratie, dictature, pays militairement agressé, tout cela n'est pas égal. Bien entendu. Mais ce qui est commun c'est la capacité d'action autonome des exploités, renforcée par l'évidence du lien à faire contre toutes les discriminations. C'est ce qui est porteur d'espoir de changements permettant d'abord l'amélioration des conditions de vie aujourd'hui et aussi, à partir et grâce à cela, une rupture réelle. Une révolution ? Ouh la... ●

CHRISTIAN
MAHIEUX



Nouveau site Quand Cerises crée sa coopérative !

Depuis 2019, le journal *Cerises* est devenu «**Cerises, la coopérative**», marquant ainsi une étape importante pour faire de ce média la maison commune de toutes celles et tous ceux qui cherchent à inventer, à partir du présent, une voie post-capitaliste.

En décembre 2022, notre journal passe une nouvelle étape en réinventant son site internet et sa présence en ligne. Vous pouvez découvrir un outil que nous avons souhaité moderne et participatif.

Son premier objectif est de multiplier les «portes» d'entrées dans les différentes publications du site. Vous constaterez que les articles du journal sont classés à la fois par rubriques (catégories), par thèmes (explorer) mais nous avons également souhaité mettre en avant «ce qui nous agite» en Une du site.

Le second objectif est d'inventer une «coopérative» de débat ouverte à tou-te-s. Après un long travail de conception, nous sommes heureux de pouvoir ouvrir à ceux et celles qui le souhaitent un outil facile d'usage et interactif. Dès à présent vous pouvez créer un compte et publier des articles dans la «coopérative de Cerises». Cet espace est celui où s'exprime toute la diversité du lectorat de Cerises. Il est ouvert à toutes les thématiques et permet d'approfondir des sujets, de réagir à la publication du mensuel, de nourrir des controverses. Il est

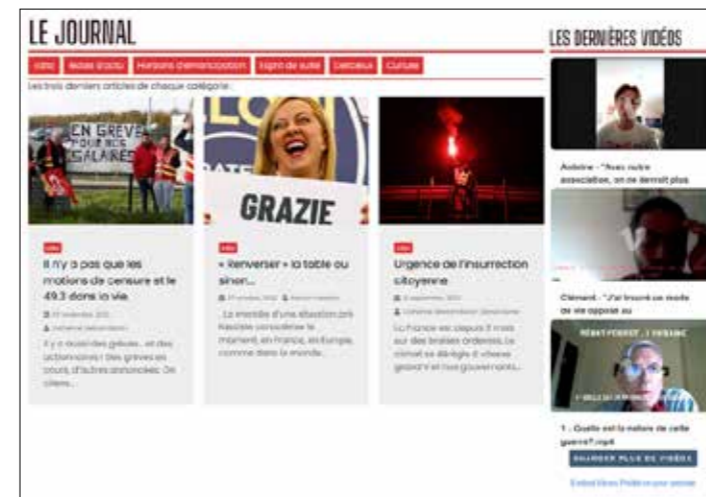
ouvert à l'équipe rédactionnelle du journal mais aussi à toutes celles et tous ceux qui inventent, à partir des luttes et des alternatives, un monde partagé.

Enfin, ce site refondé s'accompagne d'une amélioration de notre diffusion par mail et sur les réseaux sociaux. Une nouvelle lettre d'information apparaît ce mois-ci et il est important de vous (ré)inscrire sur notre nouvel outil de diffusion pour continuer à recevoir de nos nouvelles. Par ailleurs, nous entamerons au début de l'année 2023 une campagne pour élargir notre lectorat et financer ce bel outil numérique.

La crise éco-climatique, les guerres, la destruction des communs, la précarité et la pauvreté qui s'étendent révèlent chaque jour un peu plus qu'entre le capitalisme et la vie, il va falloir choisir. «**Cerises, la coopérative**» est au service de toutes celles et tous ceux qui souhaitent penser les révolutions en cours et construisent à partir du réel une alternative émancipatrice.

Vous l'aurez compris, pour réussir cette nouvelle étape dans la vie de notre journal, nous avons plus que jamais besoin de chacun-e d'entre nous. Alors partageons, participons, et construisons Cerises !

● Laurent Eyraud-Chaume



Le Journal regroupe l'ensemble des articles du mensuel (pdf) mais aussi les articles qui sont publiés entre 2 numéros (notamment les notes d'actualités et les délicieux...). Vous pouvez naviguer dans la Une en cliquant sur les onglets rouges qui correspondent aux rubriques du journal et découvrir par exemple les 3 derniers dossiers (Horizons d'émancipation) ou les 3 derniers délicieux.



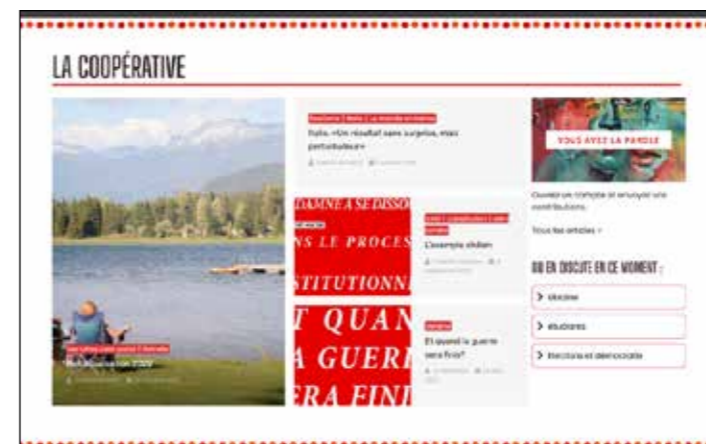
Explorer est un nouvel outil pour découvrir le contenu de Cerises à partir de «Grandes thématique» qui traverse notre travail éditorial depuis de longues années. La plus part des articles de fond issus de toutes les rubriques y ont leur place : Bonne lecture !



Le Bandeau permet l'accès au dernier numéro, à l'agenda, au compte de chacun et au centre les 3 portes d'entrée du site : Le Journal, la Coopérative, Explorer.



Ce qui nous agite réunit 3 thèmes qui font l'actualité des publications du site. Vous pouvez choisir un thème (à gauche) pour naviguer dans une sélection d'articles mis en avant. Les articles peuvent être issus de l'ensemble du site Cerises.



La Coopérative est le nouvel espace du site. Il est ouvert à tou-te-s grâce à la création d'un compte personnel très simple d'utilisation. Les articles peuvent être découverts par date de publication mais aussi par thème (en bas à droite de cet espace).



Troisième mois de la révolte des femmes en Iran Vie, liberté !

Cette révolte est déjà la plus longue et la plus étendue géographiquement qu'ait connue l'Iran depuis très longtemps. C'est aussi la plus diversifiée par la composition des forces qui y participent. En grande majorité ce sont des jeunes femmes et hommes des couches moyennes et des ouvriers défavorisés qui sont en première ligne des combats. La vigueur de la résistance historique des kurdes iraniens, une fois de plus, y joue un rôle prépondérant. Par le refus du port du voile islamique, c'est le cœur du système idéologique du régime qui est visé. Mais ce n'est pas tout. Plus le mouvement dure, plus les demandes se précisent. Un communiqué des « Femmes activistes de l'intérieur du pays », daté du 22/11/2022, se termine ainsi :

- « [...] Et nous ne nous arrêterons pas tant que nous n'aurons pas éradiqué toute forme de violence et de discrimination à l'égard des femmes.
- Pour une société dans laquelle toutes les formes de discrimination, y compris la discrimination de classe, de genre, sexuelle, ethnique/nationale, religieuse et de handicap, ont disparu.
 - Une société laïque dans laquelle la religion, le clan ou le gouvernement n'ont aucune autorité dans nos vies [...]
 - Une société libérée des relations capitalistes [...] et libérée du pillage excessif des ressources environnementales. [...]
 - Une société où chacun dispose de services sociaux de qualité gratuits (jardin d'enfants, éducation, cuisine, services sanitaires et médicaux, etc.). [...]
 - Une société dans laquelle le droit de se former, de s'organiser et de manifester est reconnu.
- Nous sommes toujours au milieu de la bataille. »

On vient de loin ; l'hégémonie du discours proposant de « réformer par le haut » pendant 20 longues années et l'alignement de certaines femmes militantes connues sur cette position avait affaibli le mouvement féministe, au point de quasiment disparaître des luttes sociales en tant que force indépendante. C'est dans le sillage du mouvement de révolte de décembre 2017 et avec l'action des « Filles de la rue de la Révolution » et leur enlèvement du hijab en public, que la lutte des femmes prit de l'ampleur et entra dans une nouvelle phase. Mais le niveau d'organisation des femmes militantes reste très faible. Depuis le grand mouvement « Un million de signatures » des années 2006-2013, il n'y a pas un comité ou groupement connu nationalement, mais comme le montre le communiqué ci-dessus, cela commence à s'organiser.

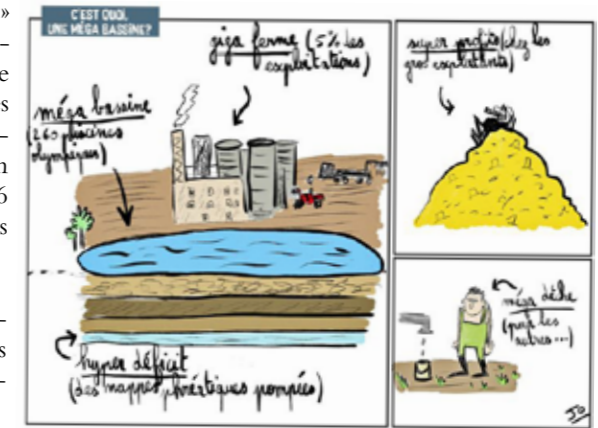
Pendant ce temps le mouvement revendicatif des travailleurs continue et les grèves et autres formes de protestations ne manquent pas. Mais, après une première grève politique des travailleurs du secteur sensible du pétrole et la répression féroce qui a suivi (350 grévistes arrêtés, dont on est encore sans nouvelle), le mouvement se poursuit mais à travers des protestations politiques dispersées de la part des prolétaires. Les travailleurs de l'Acierie d'Ispahan, Sucrierie de Haft-Tapeh, entre autres, ont montré leur solidarité avec le mouvement. Comme en 1978-79, les prolétaires sont en retard, mais ça commence.

● BEHROOZ FARAHANY,

militant de la Solidarité socialiste avec les travailleurs d'Iran
(www.iran-echo.com), 24/11/2022.

Méga-bassines : la fuite en avant !

Foin du réchauffement climatique, trop occupés à « valoriser » l'agro-industrie intensive, caciques de la FNSEA et classes dominantes s'enfoncent sans vergogne dans la confiscation de l'eau au profit de quelques « gros ». Les méga-bassines sont-elles autre chose ? L'agriculture industrielle, par son propre fonctionnement, contribue à la crise climatique, raréfie les ressources en eau et immobilise du sol. Coûteusement ! A Sainte-Soline, 16 ha neutralisés, des centaines de milliers de m3 pour quelques exploitants....



La mobilisation se développe. Le pouvoir a recours à un anti-terrorisme de gribouille. Quand bien même les opposant-e-s aux méga-bassines auraient été criminalisé-e-s, la reconstitution des bio-systèmes restera à l'ordre du jour.

Victime elle-même de la crise climatique, l'agriculture n'a d'autre solution que de se réinventer. Abandonner des cultures hydrophages et la monoculture pour des plantes plus sobres et des assolements intelligents. Réorganiser l'espace rural en mettant fin aux excès des remembrements qui ont supprimé les retenues naturelles d'eau et levé les protections contre le vent. Favoriser radicalement (pas à dose homéopathique pour les seules bourses fortunées) circuits courts, cultures vivrières et réinventer fruits et légumes ancestraux et locaux. Cesser de considérer les produits alimentaires comme des marchandises standardisées jugées à l'aune de la rentabilité. Articuler récupération des eaux de pluie, économies de consommation et irrigation, tant en ville qu'en ruralité.

Pour les méga-bassines comme sur bien d'autres champs, osons des objectifs radicaux pour en finir avec le capitalisme, tout en répondant dès maintenant à l'urgence des besoins.

● PATRICK VASSALLO

Un rempart contre l'extrême-droite



Au mois de novembre, un bateau affrété par S.O.S Méditerranée avait à son bord 234 migrants. L'Italie nouvellement dirigée par une néofasciste qui a fait toute sa campagne électorale sur le thème de la xénophobie et du racisme interdisait à l'Océan Viking d'accoster dans un port italien. La situation sanitaire à bord se dégradait de jour en jour. Il a fallu une pression très forte des organisations humanitaires françaises et européennes pour que la France accepte enfin d'accueillir le bateau dans le port de Toulon. Une fois arrivés, les migrants ont été traités comme des parias et les autorités françaises ont réservé un accueil marmoréen à ces 234 êtres humains au lieu de faire preuve d'hospitalité et de sollicitude. Le ministre de l'intérieur s'est empressé d'accuser l'Italie de ne pas accueillir ces migrants et de la menacer de représailles diplomatiques comme si des êtres humains en perdition devaient être traités comme une patate chaude qu'on se refile.

Depuis plusieurs années les idées d'extrême-droite ont gagné la sphère politique et médiatique. Ne doit-on pas affirmer haut et fort que notre devoir est d'accueillir des hommes et des femmes en perdition surtout quand leur vie est en péril ? Ne doit-on pas prendre le contrepied des idées d'extrême-droite ? et penser qu'affirmer et défendre des valeurs de droits humains, de dignité est le meilleur rempart pour faire reculer l'extrême-droite ? Le combat politique sur ce terrain est rude surtout quand la crise morale, politique et économique fait des ravages. Mais il est salutaire de le mener.

● DANIEL ROME



Marche du 16 octobre

©Photothèque du mouvement social

De la portée politique des luttes

Cerises propose de gratter sous la surface des mouvements en cours. N'y a-t-il pas du point de vue des syndicats et des organisations politiques, une sous-estimation des potentialités des luttes actuelles ?

Que faire pour que ces potentialités s'expriment clairement ?

Changer les conceptions dépassées de la politique ? Pourquoi ? Comment ?



Marche du 16 octobre 2022

©Photothèque du mouvement social

Sous la pointe émergée de l'iceberg

La Rédaction de *Cerises la coopérative* émet l'hypothèse que les luttes sociales, sociétales et écologiques expriment des approches sur le devenir de la société qui vont au-delà de ce qu'explicitent souvent les forces syndicales ou politiques. Certains signes ne sont-ils pas comme la pointe émergée d'un iceberg ? Le problème serait alors d'analyser ce qu'il y a dessous. Un exemple parmi tant d'autres : comment interpréter qu'en Octobre au cours de la première partie du débat budgétaire à l'Assemblée nationale, un amendement portant non pas sur la taxation des superprofits mais des superdividendes ait été présenté par... le Modem ? On ne l'aurait pas attendu de ce côté.

Cela nous conduit à souhaiter gratter sous la surface des actions en se demandant si ces actions ne recouvrent pas des points d'appui sous-estimés qui peuvent aider à interpellier les actrices et acteurs de ces actes et à cerner les limites actuelles pour commencer à les dépasser. Il ne s'agit pas d'embellir la réalité, mais la difficulté est peut-être qu'il manque les mots pour la rendre lisible dans sa complexité. Cette complexité recouvre aussi une grande disparité des interventions et postures dans le « commun », l'action collective et/ou publique.

Que pouvons-nous tirer de la situation sociale et politique pour aller de l'avant ?

Nous avons interrogé des syndicalistes, des militant-es d'associations, un acteur engagé dans le « déjà là », des militant-es

politiques. Remercions Nara Cladera, Olivier Frachon, Diangou Traore, Stéphane Berdoulet, Alexis Cukier, Régine Komokoli, Pierre Zarka, et Laurent Zwaenepoel pour leurs contributions. François Ruffin a décliné notre invitation faute de disponibilité mais nous avons trouvé beaucoup de matières dans l'interview qu'il a donnée au *Nouvel Obs*, Bénédicte Goussault en a extrait quelques passages.

Voici, les questions que nous leur avons posées.

A l'aide d'exemples vus ou entendus quelle est selon vous la portée sociétale et politique des mouvements qui en ce moment traversent le pays ? Quelles limites pourraient être désignées comme devant être franchies ? En quoi cela vous fait dire (ou pas) que cette portée participe du rapport des forces ?

Cela peut-il changer le regard que chacun-e porte sur ses propres capacités à intervenir ? A quelle(s) condition(s) ? Quel(s) obstacle(s) lié(s) aux habitudes, notamment syndicales et politiques serait-il possible de dépasser ? Quels « modes de faire » sont à changer, inventer ? Ne sommes-nous pas toutes et tous concerné-es par une conception dépassée de la politique ?

Le débat se poursuivra lors d'une table ronde dont nous rendrons compte dans un prochain *Esprit* de suite.

● La rédaction de *Cerises*

Grand Soir ou processus de ruptures ?

La situation politique est comme un iceberg : il y a ce qui émerge mais l'essentiel me paraît caché par la difficulté des intéressés à y mettre des mots porteurs des transformations nécessaires. Pouvoir vivre de son travail, les superprofits, l'affaire Total... ont mis en lumière la nocivité du capital et une amorce de (re)découverte de la lutte des classes. Cela participe du rapport de forces. A condition qu'on l'explique et qu'on le prolonge. Les manifs contre les violences sexistes et sur le climat intègrent explicitement les autres combats : contre toutes les précarités pour les unes et fin du mois fin du monde même combat. Chacun-e commence à prendre conscience que son engagement se heurte au même système que les autres. Cela peut permettre de passer de la protestation à la capacité de se fixer pour objectif de prendre l'argent où il est, et de se doter du pouvoir d'imposer sans tout attendre d'en haut.



Pierre Zarka

Mais la conception traditionnelle de la politique fait obstacle. Les gauches restent indexées sur la pointe visible de l'iceberg et s'enferment dans l'espace institutionnel. Elles demandent au peuple de les suivre au lieu d'explorer ensemble des solutions qui affronteraient les logiques du capitalisme. Dès lors, chacun/e reste sur son périmètre. Alors que les femmes réclament l'égalité salariale, il faut bien que l'on interroge où prendre l'argent et comment, et de comprendre que les combats contre les discriminations de genre ou racistes pourraient permettre d'explorer un type de démocratie qui s'appuie sur chacun-e.

Si le rôle de la politique n'est pas de partir à l'aventure, il n'est pas non plus de répéter ce que chacun-e peut dire sans elle. Être contre la vie chère ? Oui, mais encore... Son rôle est de mettre en lumière ce que révèlent les demandes, et de favoriser le franchissement des obstacles dressés devant les moyens de les satisfaire.

Quand j'évoque la nocivité de l'actionariat on me dit parfois que je rêve au Grand Soir et que le réalisme est d'avancer concrètement. Opposition entre concret et fondamental dommageable. La Nupes propose en matière de démocratisation des médias qu'un milliardaire ne puisse pas posséder plus de 20% d'un média ; donc à trois, des milliardaires pourraient posséder 60% d'un média... est-ce que ça change vraiment ?

Est-ce le tout ou rien ? Le Grand Soir ? Le contraire de l'illusion du Grand Soir n'est pas l'illusion inverse : avancer sans horizon, sans cap, on le fait depuis plus de 40 ans face à un système qui lui, a une visée. Processus ne veut pas dire errer ou s'en tenir à la dénonciation. Processus signifie avoir un cap, une intention d'aller vers... qui rejailit sur ce qu'on réclame maintenant. De connaître la marge qu'offrent les dividendes versés me permet de dire que la protection sociale, l'augmentation des salaires, les services publics, n'aggravent pas la dette de l'État. Ce qui grandit déjà dans nombre de têtes permet d'ouvrir des pistes nouvelles : quelles garanties la société doit à chacun-e de ses membres ?

où est l'argent ? Comment se dote-t-on du pouvoir de faire les choix ?

Cela change la conception que les forces de gauche et les syndicats devraient avoir d'eux-mêmes. Pour le moment, ils considèrent qu'ils doivent guider le tout-venant et ne reconnaissent que ce qu'ils contrôlent. De ce fait, pour eux, la marge du possible se situe en deçà des leviers nécessaires.

Mais, même s'il y a loin de la coupe aux lèvres, commencer à changer où se situe le centre de gravité des controverses et affrontements peut amener des fissures dans le système, des premières victoires qui seraient autant de nouveaux points de départ pour la suite.

Processus signifie avec un cap [...] qui rejailit sur ce qu'on réclame maintenant

Un enjeu crucial dans la période : la composition stratégique

J'aimerais commencer par revenir sur la séquence dont nous sortons à peine : une séquence d'investissement important de la question électorale. Investissement d'un relatif espoir dans la candidature Mélenchon et la coalition Nupes, espoir qui aurait semblé difficilement concevable quand la gauche politique dans son ensemble paraissait complètement marginalisée quelques mois plus tôt. Cette séquence n'est pas encore refermée, en raison de la fragilité du camp macroniste, impliquant un recours répété au 49-3 et la menace de dissolution de l'Assemblée nationale qui maintient en alerte un potentiel d'énergie militante « électoraliste ».

Dans la période, les multiples luttes sociales dont les plus visibles se concentrent sur les questions du salaire (direct ou continué), du péril écologique et climatique, des oppressions sexistes et patriarcales, se rapportent à la question du pouvoir politique de manière doublement contrariée. D'abord, la séquence électorale leur a donnée une relative visibilité et, avec la perspective d'une possible victoire de la gauche, a à nouveau rendu envisageable un changement, une alternative par la voie institutionnelle. Cependant, avec la défaite, cette perspective s'est dissipée à court terme, sans disparaître complètement, comme on l'a vu.

Ensuite, depuis la rentrée, les luttes sociales, sans obtenir de victoire véritable, ont conquis une visibilité médiatique persistante, nourrie notamment par le maintien d'une inflation élevée, par la poursuite du « me too politique », et par l'accélération du changement climatique.

Construire depuis les collectifs et les luttes elles-mêmes une capacité à penser et poser la question du pouvoir populaire

Cette visibilité contribue à l'obtention de victoires partielles, et s'en nourrit : hausses limitées de salaire, avancées écologiques ponctuelles, appropriation de certains thèmes féministes par une partie de l'opinion publique. Pour autant, si ces avancées montrent que lutter n'est pas inutile, la distance avec ce qui serait une véritable réorientation du cours des choses est telle que des victoires partielles ne sont pas incompatibles avec l'impression d'une défaite d'ensemble et le sentiment d'une dégradation globale du rapport de forces. Les luttes à ce jour ne sont pas en capacité de s'auto-constituer en alternative de pouvoir, hormis dans un certain discours anti-électoraliste qui reste pour le moment hors-sol.

Penser la question de la rupture avec le capitalisme du point de vue des luttes implique donc aujourd'hui d'accepter de penser de manière apparemment contradictoire. De mener jusqu'au bout le combat pour l'autonomie du mouvement social vis-à-vis des organisations politiques « électoralistes », c'est à dire de construire depuis les collectifs et les luttes elles-mêmes une capacité à penser et poser la question du pouvoir populaire (assemblées, communes, conseils...), et de la transition éco-socialiste, radicalement en dehors des espaces institutionnels oligarchiques et des échéances électorales. Et, simul-

tanément, en reconnaissant le rôle que peuvent jouer les mobilisations électorales pour relancer la perspective du changement, ainsi que le lien existant entre crise du capitalisme, instabilité institutionnelle et réémergence de l'enjeu électoral, de construire des porosités, des alliances entre les acteurs-trices des luttes et les organisations politiques, y compris « électoralistes », non sous la forme d'une subordination, mais d'une coopération, impliquant la reconnaissance de leur autonomie relative comme de leur nature également politique.

Ainsi, les deux stratégies de transformation radicale de la société, la voie électorale et institutionnelle, et la voie des luttes, la voie révolutionnaire, pourraient être moins envisagées selon une grille de lecture qui identifierait entre elles une ligne de fracture, que d'une manière dialectique (instituer en destituant, destituer en instituant), pour laquelle l'enjeu est toujours de réinscrire l'horizon de la rupture avec le néolibéralisme et si possible avec le capitalisme lui-même comme un enjeu actuel, englobant et systématisant toutes les mesures partielles, aussi souhaitables sont-elles de limitation des inégalités et de destructions des mondes vivants.

● **Laurent Zwaenepoel**
Militant du NPA et membre de la Coordination Anticapitaliste Rennaise



Marche du 16 octobre 2022

© Photothèque du mouvement social

Le syndicalisme est la force politique capable de changer la réalité

L'étape actuelle du capitalisme, le néolibéralisme, traverse une crise profonde que la pandémie a accentuée sans en être la cause. Les crises sont intrinsèques au système capitaliste, cependant celle que nous traversons est différente des précédentes par sa nature multidimensionnelle.



Nara Cladera est Professeure des écoles en Haute-Garonne, co-secrétaire de la fédération des syndicats SUD Éducation et co-animatrice de l'Union locale Solidaires Comminges (31).

Elle est à la fois financière, économique, alimentaire, énergétique et environnementale. Financière et économique, car le spectre d'une récession mondiale en 2023 apparaît avec une inflation qui ne cesse de grimper. Alimentaire, car malgré une production d'aliments capable de nourrir le double de la population mondiale, 10 % de l'humanité est affamée. La crise alimentaire n'est pas due à un manque de nourriture mais à l'organisation économique et sociale qui ne destine pas les aliments à résoudre le problème de la

faim. Énergétique, car non seulement les réserves d'hydrocarbures sur lesquelles tout le système économique est structuré ne sont pas infinies, mais leur extraction passe des méthodes dites traditionnelles à des méthodes encore plus dévastatrices de l'écosystème, comme le *fracking* ; par ailleurs, la guerre en Ukraine provoquée par le régime de Poutine provoque les difficultés d'approvisionnement de l'Europe en gaz. Environnementale, car les catastrophes dites naturelles s'accumulent, dues à un réchauffement climatique causé par la cadence effrénée d'un système capitaliste dévorant les ressources naturelles affamé de bénéfices exponentielles.

Depuis la pandémie, les riches sont encore plus riches et les pauvres encore plus pauvres et plus nombreux. Les inégalités ne cessent d'augmenter ; face

à cette paupérisation généralisée des travailleurs et des travailleuses, étudiant-es, retraité-es, privé-es d'emploi, la lutte pour une augmentation des salaires et des minimas sociaux est centrale dans l'ensemble des mobilisations. Les actions collectives revendicatives sont nombreuses. Le 27 septembre les travailleurs et travailleuses des raffineries du groupe Total, commençaient une grève pour l'augmentation de salaire, face à l'inflation et aux bénéfices géants engrangés par l'entreprise. La question de la répartition des richesses, lancée comme un pavé dans la mare, éclabousse le gouvernement au service du patronat, qui tente par tous les moyens de remettre en cause le droit de grève. La grève d'un secteur stratégique est un sacré levier dans le rapport de forces. L'appel CGT-FSU-Solidaires-UNEF-FIDL-MNL-VL à



Marche Interprofessionnel du 29 septembre 2022

© Photothèque du mouvement social

la grève du 29 septembre bénéficia de la force du mouvement dans les raffineries avec, en toile de fond, une profonde volonté de solidarité en faisant valoir notre droit de grève. Le 18 octobre, des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses du public et du privé étaient en grève et dans la rue avec les mêmes revendications. L'appel interprofessionnel du 18 octobre fut également celui de la mobilisation pour la défense des droits des élèves et des personnels des lycées professionnels, continuée le 18 novembre. Le 10 novembre, la grève dans les transports d'Ile-de-France a été très suivie avec un taux de grévistes atteignant celui du 13 septembre 2019 dans le métro.

Face à l'urgence environnementale, les

La colère sociale est forte et généralisée

28 et 29 octobre, plusieurs centaines de militant-es syndicaux, politiques, associatifs, étaient à Sainte Soline pour soutenir une lutte bien ancrée dans ce territoire, celle contre la construction des méga bassines, projet écocide suicidaire. Ces militant-es, prêt-es à perturber l'ordre établi afin de construire un rapport de forces à leur avantage, durent se défendre face à la virulence des forces de l'ordre. Ce qui leur a valu d'être qualifié, es d'écoterroristes par le gouvernement.

La colère sociale est forte et généralisée. Le gouvernement est prêt à accélérer sur la question des retraites, dès janvier 2023, en voulant reculer davantage l'âge légal de départ à la retraite. Pour notre camp social, l'objectif est d'obtenir l'abandon de ce projet de « réforme » des retraites. Pour y parvenir, les obstacles sont nombreux mais les leviers du syndicalisme le sont aussi. L'ampleur de la crise est révélatrice de l'échec absolu du modèle néolibéral ; c'est un moyen

de renforcer une prise de conscience collective forte, soulignée par les nombreuses mobilisations depuis septembre. C'est le résultat des mesures antisociales prises par les gouvernements successifs, que nous avons dénoncés et combattus sans relâche. Notre analyse s'est révélée pertinente et nos collègues le savent. L'existence d'une intersyndicale CGT-FSU-Solidaires, pérenne et capable d'organiser des grèves unitaires, est un atout. La grève se construit dans nos lieux de travail, elle n'est ni décrétée ni incantatoire mais un appel unitaire national facilite grandement la tâche. Pour finir, porter un syndicalisme de lutte et de transformation sociale nous intègre en tant que militant-e syndical-e, dans le mouvement social, celui des luttes antiracistes, féministes, écologistes, etc. Le syndicalisme est la force politique capable de changer la réalité. Face à la crise multidimensionnelle que nous traversons, le syndicalisme n'est pas une lubie mais une question de survie. ●

Nous sommes les racines

Entretien avec Régine Komokoli



Je suis mère de trois filles, mère isolée, afro écologiste bretonne et féministe, je viens de la République centrafricaine, j'ai quitté mon pays il y a 20 ans, je suis élue du département d'Ille et Vilaine, responsable de la petite enfance et les parentalités, je suis écologiste sans étiquette sur le quartier de Villejean à Rennes.

son, qu'est-ce qui fait que les gens arrivent en prison, c'est la pauvreté, c'est la misère, hormis quelques accidents, c'est notre société qui pousse les gens dans des situations dramatiques. Pour moi le seul coupable c'est le capitalisme. Parfois on oppose nos luttes alors que c'est le capitalisme, c'est le dominant, c'est le patriarcat, c'est le pouvoir, la concentration du pouvoir qui amènent tout cela.

Intersectionnalité VS diviser pour mieux régner

Je me situe dans une intersectionnalité des mouvements. Avec les Gilets Jaunes -je suis moi-même aide-soignante diplômée- je me retrouvai complètement dans leurs revendications. C'est une chance de voir tous ces mouvements, j'ai entendu beaucoup de choses à propos de l'abstention, sur le fait que les Français et les gens en général ne s'intéressent pas à la politique, mais en fait non, les gens s'intéressent beaucoup à la politique à travers les mouvements. Pour moi l'abstention c'est aussi une autre manière de revendiquer même si cela ne donne pas de résultats, pour moi c'est aussi militer.

Je m'inscris dans les mouvements féministes, antifascistes, antiracistes, et écologistes. Il y a une transversalité entre ces différents mouvements. Je viens juste d'aller voir des personnes en pri-

L'abstention c'est aussi une autre manière de revendiquer

Le capitalisme c'est diviser pour mieux régner et donc il faut mettre de côté toutes les questions d'ego, qui conduisent à nous donner des miettes. C'est l'écologie de la vie, nous sommes liées, nous sommes comme des racines, s'il arrive quelque chose à l'autre, ça nous arrivera aussi à nous. L'Ukraine c'est à la porte de l'Europe, mais certain-es ne se sentent pas concerné-es, mais en réalité cette guerre a des conséquences pour toutes et tous. L'autre exemple, c'est la planète nous sommes toutes et tous dans le même bateau. Nous sommes comme des racines, il y a un lien entre toutes et tous, il faut se considérer comme égaux les uns et les autres et si certains ont des privilèges, on peut toutes et tous tout perdre à tout moment, il faut que tout le monde en soit conscient.

Chacun.e a une part de la solution

Il faut accepter de débattre avec l'autre, on n'a pas forcément toutes et tous la réponse. Ce sont des problèmes qu'on peut rencontrer dans les associations ou les collectifs. On ne peut pas dire qu'il y a des petites dominations, une domination c'est une domination, le pouvoir c'est le pouvoir. Dans un collectif s'il y a une personne qui prend le dessus en pensant qu'il sait mieux que l'autre, pour

C'est l'écologie de la vie, nous sommes liés-es

moi c'est déjà dominer, il faut partager la connaissance pour développer une intelligence collective, c'est ça le travail des militants associatifs, syndicaux et politiques.

C'est la base même de la démocratie, tout le monde a sa place. Quand on a un chef, c'est parce qu'on a choisi de mettre ce chef et avec l'association Kune¹, on essaie de veiller à cela, c'est le côté positif de l'Afrique, le palabre. Un chef c'est quelqu'un qui est capable de considérer l'autre comme s'il pouvait être chef demain. Pour moi le consensus c'est important, c'est important de retourner à la considération de l'autre.

On peut y arriver en commençant par le dire, le pouvoir c'est au peuple aujourd'hui, si on ne consomme plus, si on n'achète plus, le capitalisme n'est rien, il faut le rappeler, et en fait on ne le fait pas. Les gilets jaunes ont fait bouger les choses, aujourd'hui on voit les effets sur les gens, les nuits debout, les féministes, les nous-toutes dans la rue mais il faut s'investir aussi dans la politique, je me suis engagée en politique et je veux prouver qu'on peut faire de la politique autrement, il faut prendre les postes clés. Je suis moi-même souvent attaquée et critiquée, parce que ça fait peur, quand on revendique de prendre le pouvoir, il faut commencer par rappeler qu'on est

1. Collectif de femmes du quartier de Villejean à Rennes



©Photothèque du mouvement social

Marche du 16 octobre 2022

là, ce n'est pas un jeu, on est sérieux, il va falloir discuter sérieusement, parce que sinon ça ne va pas le faire, ça commencerait à faire bouger les choses jusqu'au niveau des actionnaires.

Les syndicats, les partis doivent changer. Avec les nous-toutes, on voit bien leur manière de fonctionner. Nous avons besoin de joie militante comme le dit Juliette Rousseau² et ce n'est

2. Juliette Rousseau journaliste, autrice et editrice aux éditions du Commun, militante féministe, a traduit l'ouvrage de Carla Bergman et Nick Montgomery, la joie militante

Il faut rompre avec cette mentalité qui consiste à dire que je sais plus de choses que l'autre qui n'a pas fait Sciences-Po, l'autre qui n'a pas lu Molière, l'autre qui ne parle pas français, pour moi l'intelligence et la sagesse c'est quelque chose qu'on a en nous, on est tous égaux, pour que chacun puisse exprimer sa créativité et construire ensemble. Les associations, les collectifs, les syndicats, on peut proposer un autre modèle au politique et en fait on est une immense minorité, ils sont minoritaires dans leur majorité, on peut gagner, on peut argumenter plus intelligemment.

Un rapport de force positif

Pour moi c'est quand je dis non, mais je propose aussi autre chose, on s'impose pour construire ensemble, moi j'ai les idées, toi tu as les moyens, on construit ensemble et je ne céderai pas, pour moi il faut que le mouvement social propose des solutions, les réponses doivent d'abord être construites par les concerné-es, ils ont la solution et les politiques sont là pour porter la voix des personnes concernées, là on voit bien qu'il y a une déconnexion et c'est à nous de remettre les choses en place.

Les politiques ne peuvent pas décider seuls, sinon on est comme en Russie ou en Centrafrique ... c'est le sens même de la démocratie, or on ne s'écoute pas, il y a trop de mépris des deux côtés, alors qu'on a tout intérêt à construire ensemble. D'ailleurs beaucoup de ceux qui arrivent en politique sont passés par là, ils sont passés par des mouvements, alors quand ils passent du côté de la politique, j'entends qu'ils sont pris au piège, j'appelle le mouvement à les dépiéger, à les sortir du piège, à les mettre devant le fait accompli et à leur rappeler les choses et je suis persuadée qu'on va y arriver, et on n'a pas le choix, on voit les citoyen-nes se tourner vers les mouvements sociaux, c'est leur dernier espoir et on ne peut pas les décevoir et là il y a vraiment quelque chose à jouer. ●

Syndicalisme et politique maintenant !

Les résistances et les luttes actuelles nous interrogent sur la place qu'occupent les associations comme les organisations syndicales dans la construction d'alternatives. Et derrière ce questionnement quels rapports entre organisations politiques, syndicats et mouvements qui relèvent des combats sociaux, sociétaux et environnementaux.



Olivier Frachon

Il se trouve qu'avant d'écrire ce texte j'ai lu la biographie de mon grand-père écrite par Jacques Girault. Ce qui a modifié ce que j'avais l'intention d'écrire, la conclusion de ce livre résumant ce que je voulais exprimer sur cette problématique finalement intemporelle. Notamment parce que la conclusion de cet ouvrage résume ce que je pense :

“En revanche, la totale ambiguïté sur la notion programmatique révèle finalement un malaise non réglé sur les rapports du syndical et du politique. Dans un premier temps, le politique, selon lui, englobe le syndical. Tout se passe comme si, depuis l'unification de 1936, il poussait à l'autonomisation progressive du syndical, contrebalancée par une nouvelle forme de dépendance, les dirigeants communistes contrôlant les rouages syndicaux, en s'efforçant d'exprimer, en termes syndicaux, la diversité des aspirations et en associant des ouvriers de sensibilité différente... Alors que la plupart des autres dirigeants raisonnent souvent jusque dans les années 60 en termes de prise de contrôle politique, Frachon, expérience syndicale oblige, pense qu'il faudrait que le monde du travail - et pas seulement la classe ouvrière - se saisisse de tous les rouages économiques et sociaux, qu'il les pénètre, afin que la prise du pouvoir, le jour venu, ne touche pas seulement l'appareil d'État.”

S'agissant des syndicats la question de leurs rapports à la poli-

1. Jacques Girault, “Benoît Frachon, communiste et syndicaliste” Presse de la fondation nationale des sciences politiques

Le syndicalisme un outil pour agir aussi sur les rapports sociaux et construire des alternatives

tique et aux partis a fait l'objet de nombreux débats, de la charte d'Amiens au début du 20^{ème} siècle au rôle et au poids qu'a occupé le parti communiste dans la vie de la CGT. Corollaire de ce questionnement, quel rôle et quel place un syndicalisme de transformation sociale (il faudrait rajouter aujourd'hui et de transformation écologique) peut-il prendre dans la construction d'alternatives, qu'elles soient immédiates ou projetées ? J'avais initialement prévu de répondre à cette question à partir de mon expérience personnelle, militant syndical, communiste depuis ma jeunesse, j'ai trouvé dans le syndicalisme un outil pour, à partir des revendications émergeant sur le lieu de travail, agir aussi sur les rapports sociaux et construire des alternatives. Avec le sentiment que le concret des constructions revendicatives, s'il était loin de la prise du pouvoir d'état, permettait d'alimenter un “déjà là” et de changer la réalité et de “faire évoluer les consciences” selon les termes de l'époque ! Réfléchissant à ce que j'allais écrire (et influencé par ma lecture récente) je me posais la question suivante : Marcel Paul et Ambroise Croizat étaient-ils des ministres communistes ou des ministres “syndicalistes” ? Écrivant cela je ne veux pas ignorer leur engagement mais interroger sur les sources, l'expérience et les savoirs qui ont conduit à leurs projets, la Sécurité Sociale, la nationalisation de l'électricité et du gaz et le statut des personnels concernés. Ce que certains considèrent comme des “déjà là” du dépassement du capitalisme n'est pas sorti de nulle part mais des revendications et des acquis des luttes des salariés, avec parfois des mises en œuvre existantes localement. Ambroise Croizat et Marcel Paul ne se sont-ils pas appuyés dessus dans leur fonction ministérielle ?

Cette problématique ne peut être l'apanage de la seule zone CGT-PCF ; Du côté du réformisme, la question est aussi posée même si historiquement elle a pu avoir diverses formulations (lien à la « 3^{ème} gauche », social-démocratie PS ; social-macronisme de Berger, ...). Les liens entre une partie de l'appareil FO et la SFIO puis le PS ont été évidents, avec les lamberlistes, de même.

C'est une banalité que de rappeler que le rôle et la fonction du syndicat est de rassembler les salariés autour de leurs revendications, en particulier et d'abord autour des revendications portant sur les salaires et les conditions de travail. Mais parce que le support de ce rassemblement est le travail, les collectifs de salariés ont de tout temps porté d'autres revendications sur l'organisation du travail, sur ses buts comme sur ses moyens. Des revendications qui contestent la subordination portent aussi une véritable dimension politique remettant en question l'organisation de la société (à commencer par la propriété !). N'est-ce pas ce que traduisent aussi les questionnements autour de la perte du sens du travail, les démissions comme les résistances collectives ? Parce qu'elles concernent les organisations économique et industrielle, parce qu'elles impactent aussi le pourquoi et le comment de la production, ces revendications possèdent une dimension politique incontournable et non déléguable à une organisation politique². Et confèrent aux syndicats un rôle et une place irremplaçable dans la construction d'alternatives.

Des dérives ou des « fossilisations » ont restreint la crédibilité du syndicalisme comme du politique. A jouer les super revendicatifs ou les réducteurs d'acquis sociaux, les partis ont affaibli leur vigie sociétale, réduit leur visée de transformation de la politique et se retrouvent en concurrence (ex. la FI) avec le syndicalisme. Quelle société voulons-nous ? Quel parti y répond aujourd'hui ou a minima propose des axes d'orientation pour y répondre et construire ?

Si la création du collectif « PJC – Alliance écologique et sociale » ou des luttes comme celles de La Chapelle d'Arblay ou de la raffinerie de Grandpuits ouvrent de nouvelles perspectives elles ne peuvent conduire à ignorer « l'a-syndicalisation structurelle » qui conduit au grave déficit de puissance qui est celui du syndicalisme aujourd'hui³. Trop resté le syndicat des « travailleurs » bénéficiant de garanties collectives ou de statuts, il n'a pas su s'adapter aux transformations socio-économiques qui l'ont mis en porte à faux avec sa base sociale présumée ; les sans-emplois et précaires en ont été marginalisés ; incapable, jusque dans ses structures, d'incarner le point de vue du

2. Thomas Coutrot et Coralie Perez “Redonner du sens au travail Une aspiration révolutionnaire” Seuil La république des idées

3. Jean-Marie Pernot « Le syndicalisme d'après – Ce qui ne peut plus durer » Éditions du détour



Marche du 16 octobre 2022

camp social de tous ceux qui travaillent : salarié.e.s, précaires, exclu.e.s, autoentrepreneurs, petits paysans, salariés masqués des trusts agroalimentaires, TPE et PMI sous-traitants captifs de grands groupes du CAC40. Sans parler de l'ESS et de l'économie alternative dont les syndicats ignorent de fait toute autre dimension que patronale (employeur). C'est cette réinvention qui reste à gagner.

Quant aux partis leur rôle n'est-il pas moins de gérer et de diriger la société que d'ouvrir des espaces de production politique et d'expérimentation, laissant à la mobilisation populaire la responsabilité d'autogérer la société ?

L'affaiblissement actuel du syndicalisme ne peut nous conduire à oublier que l'action des syndicats a aussi été d'apporter des réponses concrètes aux revendications, en fonction des rapports de force, raison pour lesquelles ils se sont aussi impliqués dans la gestion de structures sociales, dans le développement de l'éducation populaire, du tourisme social... **Toute tendance à ne pas considérer les syndicats comme composante autonome et à part entière de la transformation écologique et sociale ne nous ramène-t-elle pas de fait à cette conception ancienne de la politique, la prédominance du parti qu'elle soit bolchevique ou social-démocrate⁴ ●**

4. Voir Bruno Trentin “La cité du travail. Le fordisme et la gauche”



Marche du 16 octobre 2022

La charte d'Amiens

La motion de congrès connue sous le nom de Charte d'Amiens correspond aux discussions, enjeux, réalités, rapports de force de 1906. Le nier et la brandir comme un fétiche, une entité non discutable, ne sert à rien. A l'inverse, prétexter son âge pour tenter d'en réduire le sens et la portée aujourd'hui n'est pas convenable. L'essentiel des divergences portent sur le fait politique. Pour certains et certaines, il est réservé aux dites « organisations politiques », aux partis. D'où la théorisation du syndicalisme « qui ne fait pas de politique » : les partis s'en occupent. La Charte d'Amiens aboutirait à un refus de la politique.

Ce reproche d'un déni ou refus de politique est un non-sens. Tout au contraire, le syndicalisme est politique. Il rassemble celles et ceux qui décident de s'organiser collectivement sur la seule base de

l'appartenance à la même classe sociale. Ils et elles agissent pour défendre leurs revendications immédiates et travailler à une transformation radicale de la société. C'est le fondement de la Charte d'Amiens ! Affirmer que le syndicalisme est politique ne signifie pas nier les partis, les clubs philosophiques ; c'est refuser qu'ils préemptent le fait politique. Comme le dit la Charte d'Amiens, ces organisations « peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale ». Mais les travailleurs et les travailleuses¹ s'organisent de manière autonome. Ils ne doivent pas s'en remettre à des personnalités extérieures à leur classe sociale, qui ne prennent pas part à la lutte quotidienne, sur le lieu de travail, le lieu d'exploitation où le lien de subordination et

1. On entend par là, les salarié-es en activité, en retraite, en formation, au chômage, les personnes non-salarié-es mais ne vivant que de leur travail.

ses conséquences doivent être combattus, pied à pied et sans cesse. La lutte se mène sur deux plans intrinsèquement liés : pour les revendications immédiates et pour le changement de société, la rupture avec le capitalisme. Le syndicalisme, parce qu'il est l'outil d'organisation collective autonome de la classe ouvrière, a un rôle politique. Le débat sur le « débouché politique aux luttes » est autre ; la plupart de celles et ceux qui s'y réfèrent ne parlent en fait que de débouché électoral dans le cadre institutionnel établi. Nos aspirations autogestionnaires et de nombreux mouvements sociaux amènent à appréhender les choses plus largement mais sûrement pas de manière moins politique !

● Christian Mahieux

Taper au national avec une bonne plaquette de revendications

Entretien avec Diangou Traoré



Diangou Traoré,
Militante associative du quartier du Franc-Moisin à Saint-Denis

Je vais partir du collectif Franc-Moisin. On a eu un problème de surfacturation d'eau qui pouvait s'élever jusqu'à 10 000 € Et à la cité Allende, c'est pareil. Au collectif, on a décidé de faire un appel à un rassemblement pour la dignité, et aussi pour résister à des mesures très graves. Depuis des années on vit dans les quartiers, on paie, on paie, on résiste et on veut aussi la dignité. Cet appel portait sur la rénovation urbaine, sur les interventions policières, sur le pont tournant « sans lequel le quartier est isolé », sur les surfacturations d'eau et sur le prix des box de parking, qui était assez élevé. Il y avait une jeunesse sacrifiée, école, collège, un peu de tout, aussi parcours sup et une invasion de rats dans la cité. Dans cet appel vraiment on accusait l'État, la municipalité, de nous délaisser et de nous abandonner. Nous disons non, et le 1^{er} appel (le 8 mai 2021) on a pris cette date symbolique, pour marcher jusqu'à la mairie. Nous avons convergé notre lutte avec le collectif Allende et d'autres quartiers qui avaient aussi des surfacturations d'eau. Quand on voit la marche du 8 mai, cette date a un sens aujourd'hui. Elle sera réitérée chaque année de manière symbolique car nous voulons la dignité à tous les niveaux. Quand on parle des surfacturations d'eau c'est au passé même si on garde un œil dessus. On a été sacrifié sur les m3 d'eau ; le coût était plus qu'exagéré, on a dû sortir dehors pour dire au bailleur que ce n'était pas notre fait, qu'on n'avait pas été prévenu, ce

n'est pas normal, il faut interpeller les député.e.s. Aujourd'hui on repart au combat parce que nous n'avons pas de chauffage chez nous. Nous sommes obligés de repartir au combat, de faire appel à d'autres collectifs, comme Aubervilliers, faire appel au collectif de la cité Allende, à tous les collectifs de Saint-Denis, Droit au Logement, MRAP, Solidaires, tous ceux qui sont proches des habitants, pour repartir en lutte. On ne parle pas du quartier en oubliant l'écologie ! Les bâtiments sont mal isolés, nous payons des loyers depuis des lustres. Aujourd'hui l'État nous dit 19 degrés, au milieu d'une pièce, il ne fera jamais 19°, avec tous les courants d'air. C'est une passoire thermique. Rien n'a été réhabilité donc on repart au combat et il faut être conscient que c'est de l'écologie, le chauffage, l'électricité qui augmentent, alors qu'on est obligé de montrer au bailleur qu'il fait 15 ou 16 degrés.

En repartant au combat on est obligé de faire du lien. La semaine dernière les habitants-es d'Aubervilliers, ont manifesté devant le siège de l'OPH puis devant la mairie.. La semaine dernière nous le collectif Franc-Moisin, nous étions une trentaine à la loge du gardien où l'on a expliqué qu'il fallait allumer la chauffage. Plus de cent personnes, de Cosmonautes, Romain-Rolland (*autres quartiers de Saint-Denis*) sont partis à 17h30 au pied de PCH porte de Paris. Tout cela va se mettre en réseau et se battre pour nos droits et pour avoir du chauffage. D'où l'importance de mettre en lien tous ces petits collectifs, de les faire tous grossir, C'est un exemple de notre lutte aujourd'hui pour faire valoir nos droits. Au niveau de la CAF ou de la CPAM, il faut prendre aussi cette lutte à bras levés. Pourquoi y-a-t-il une queue indéfinie à l'accueil de CPAM du Stade de

France ? Pourquoi n'arrive-t-on pas à automatiser certaines prestations sociales, alors qu'on automatise EDF, avec Linky. Là ils y arrivent ! Automatiser certaines prestations permettra d'éviter que les habitants les plus précaires perdent leur temps à faire la queue. Une heure à 3 heures de perdues pourraient être utilisées autrement, avec leurs enfants, petits-enfants, faire des activités, des sorties, des aides au devoir, plein de petites choses qui se passent dans les quartiers ; Il faut le mettre en évidence ce problème

Aujourd'hui le logement est le nerf de la guerre et on est obligé d'aller jusqu'au niveau national. Là on est à Saint-Denis de manière locale mais à un moment donné il faudra faire une convergence des luttes, monter tout cela au national et faire une grosse manifestation ni à Bastille, ni à République, ces lieux symboliques mais aller à l'Assemblée Nationale. Le droit au logement est fondamental. On ne peut pas laisser les habitants dans des logements indignes, où la loi DALO n'est même pas respectée, les logements sont des passoires thermiques, c'est incroyable, on se demande ce qu'il se passe alors que l'habitant est toujours obligé de payer ! On a l'impression que cela reconforte les bailleurs sociaux et l'État. Il faut remonter tout cela et pour cela créer du local. En remontant le tout au national, on fait un « rassemblement », une manifestation à côté de laquelle on défend nos revendications légitimes. Manifester c'est bien mais nous devons préciser ce que nous voulons : des logements conformes, sans augmentation des loyers sans charges abusives, les premiers m3 d'eau gratuits, il faut définir une plaquette de revendications. ●



© Photothèque du mouvement social

Marche Interprofessionnel du 29 septembre 2022



© Photothèque du mouvement social

Marche Interprofessionnel du 29 septembre 2022

Rejoignons-nous



Alexis Cukier

Le projet de Rejoignons-nous – construire une nouvelle organisation politique révolutionnaire, démocratique et pluraliste – part notamment du diagnostic qu’il y a des potentialités politiques inédites au sein de la nouvelle génération de mouvements sociaux, qui ne se retrouvent pas dans les partis politiques de la gauche radicale et anticapitaliste existants. Une nouvelle culture militante s’est construite ces dernières années dans la diversité des mouvements antiracistes des quartiers populaires et de l’immigration (FUIQP, Comité Adama...), des groupes antifascistes (Ac-

tion Antifasciste Paris Banlieue, Jeune Garde antifasciste...), des nouvelles organisations féministes (Nous toutes, la Coordination féministe...), écologistes (Extinction Rebellion, Les soulèvements de la terre...) et de la jeunesse (Youth for Climate, coordinations lycéennes...), des gilets jaunes et des collectifs habitants. Ils et elles mettent en œuvre de nouvelles manières de se mobiliser, de faire grève, d’établir des transversalités entre les luttes et de porter haute l’exigence de l’auto-organisation, et portent de nouveaux imaginaires et des références et propositions d’alternatives qui restent pour l’essentiel étrangères aux forces politiques actuelles.

Bien sûr, des rencontres entre mouvements sociaux et partis politiques se font, ici et là, autour de piquets de grève, d’appels, initiatives unitaires et manifes-

tations (comme l’importante Marche des solidarités du 18 décembre), d’actions de désobéissance comme récemment autour des mégabassines de Sainte-Soline. Et il faut dire que les grandes centrales syndicales tardent elles aussi à prendre la mesure des urgences écologiques, féministes et antiracistes, et sont traversées par des mouvements contraires : le syndicalisme délégué, centré sur les institutions représentatives du personnel, reste dominant, même si se développe à nouveau un syndicalisme de lutte fondé sur l’enquête militante au sujet des conditions et des conséquences du travail. Mais il faut reconnaître aussi que c’est surtout au sein des partis politiques que la conception déléguée, électoraliste et élitiste du militantisme a la peau dure. Le Parti de Gauche puis la France Insoumise / Union Populaire se sont construits en promet-

tant de grands renouvellements tout en reconduisant, plus ou moins ouvertement, une conception très autoritaire de la politique. C’est ce qu’ont montré encore les dernières élections présidentielles et législatives, avec la mise à l’écart des militant-e-s des décisions stra-

La conception déléguée, électoraliste et élitiste du militantisme a la peau dure

tégiques majeures, et l’éviction de la plupart des candidatures de militant-e-s de terrain racisé-e-s. Au-delà, aucune force politique de gauche n’a construit les relations de confiance et d’égalité dans les quartiers populaires sans lesquelles aucun rapport de force pour la justice et la démocratie, pour atténuer les catastrophes écologiques et barrer la route à la menace fasciste, n’est possible.

C’est la raison pour laquelle c’est le moment, selon nous, de construire une organisation politique nouvelle – beaucoup plus démocratique, pluraliste et populaire que l’existant. Pour cela, il importe que celles et ceux qui – comme moi – avons été formé-e-s dans des cadres militants qui doivent être dépassés, acceptions d’élargir le « nous » de la construction politique, avec le regard



Marche Interprofessionnel

dirigé vers les horizons révolutionnaires, mais aussi coude-à-coude avec les premier-e-s concerné-e-s par l’exploitation et l’injustice, ensemble pour toutes les égalités. ●

L'Île-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), 2022

Une île - ville où se concentrent de nombreux enjeux de la société française et de notre époque. Terre polluée, population marginalisée socialement, économiquement, géographiquement, collectivité dotée de moyens limités, etc. Un territoire en «rupture d'égalité», comme a pu le démontrer le Maire, Mohamed Gnabaly et son équipe municipale, ou encore, comme le travail des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) du territoire l'illustre.



Stéphane Berdoulet, Co-directeur Association Halage
Co-gérant SCIC Cité PHARES
Cofondateur SAS Les Faiseurs de Terres,
SAS Les Alchimistes

au milieu d'un fleuve de possibles pour trouver un chemin vers une société plus juste et égalitaire. C'est une barque qui plonge sa perche dans le courant des luttes, pour propulser ses passagers, en évitant les rochers, les hauts-fonds, que l'eau grossit toujours plus, comme pour nous empêcher d'agir.

Pour cela, plusieurs principes sont travaillés, issus de choix collectifs ou d'expériences d'acteurs publics ou privés, animés par l'envie d'agir au service du territoire et de ses habitants. Quelques exemples peuvent aider à naviguer. D'abord, il faut renouveler l'action publique en s'accordant sur un diagnostic actualisé (et pas simplement reconduit) et en cherchant des réponses nouvelles (mais pas innovantes) mises en œuvre par les différentes parties prenantes : collectivités, structures privées, en particulier du champ de l'ESS, habitants. Cela nécessite de construire un « Partenariat Public Privé » auquel on rajoute les « P » manquants de Population, Pédagogie (apprendre à travailler ensemble) et pour la Planète : un « PPPPPP » ! Le PHARES (pour « Pôle d'Hospitalité des Activités à Rayonnement Écologique et Solidaire »), pôle de l'ESS sur L'Île-Saint-Denis, est un carrefour de coopérations, porté par une SCIC (Cité PHARES). Il ne s'agit plus de « faire ensemble » mais bien de « faire collectif ».

Ensuite, les acteurs doivent imaginer mille façons de lutter contre la prolétarisation, entendue ici, avec Bernard Stiegler, comme la perte des savoirs. Cela

s'incarne dans des recherches-actions pour modéliser de « nouveaux métiers urbains », supports de formation pour des personnes éloignées du marché du travail. Ces métiers sont déspecialisés (non répétitifs), s'appuient sur des savoirs révélés car présents au sein de la population, et rendent un service environnemental à la ville. L'association Halage a ainsi participé à donner corps à des collecteurs-composteurs, des horticultrices urbaines, des faiseurs de terres et bientôt peut-être des médiateurs écotouristiques. Cela se trouve aussi par la rencontre des savoirs, entre savoirs expérimentiels et savoirs universitaires dans la perspective de mieux comprendre les processus, les écosystèmes. Et cela se nourrit de la circulation des savoirs, en faisant dialoguer des acteurs du territoire ou d'ailleurs, dans des programmes de recherche en sciences sociales et philosophie.

Enfin, le temps doit être affirmé comme l'ingrédient ultime. Il est alors, d'une part, le temps d'une narration qui s'écrit en assumant le passé pour s'inscrire dans le présent et imaginer l'avenir. Il est, d'autre part, le temps nécessaire à chacun.e pour embarquer, se connaître, s'écouter.

Ainsi, L'Île-Saint-Denis, sa mairie, ses habitants, ses acteurs, comme Halage, s'organisent pour une approche systémique face aux défis environnementaux, sociaux, économiques, politiques, sociétaux, une île dans un archipel des vivants qu'il faut relier... ●



Marche du 16 octobre 2022



© Photothèque du mouvement social

« Je suis social-démocrate »

F. Ruffin n'ayant pas pu répondre à notre sollicitation alors que sa contribution au dossier nous paraissait tout à fait judicieuse, nous tentons de le faire parler à partir de son article dans l'Obs. « je suis social-démocrate » et de son ouvrage « je vous écris du front de la Somme ».

Que signifie être social-démocrate pour lui ? « Le social ce n'est pas la précarité du travail ni la modération salariale et la démocratie ce n'est pas s'asseoir sur les 55 % de Français et 80 % d'ouvriers qui ont voté contre le traité européen en 2005 » ...

Être social-démocrate c'est « se concentrer sur la valeur travail donner du sens et du contenu au travail ». Les gens aiment leur métier mais pas la façon dont on les fait travailler ; il faut tuer le système « concurrence croissance mondialisation ».

Son projet est de « faire gagner les gens ... » et « d'améliorer leur existence » la question est ce que cela signifie « notre peuple est un malade en convalescence démocratique, politique, et économique gangrené par la résignation » ?

En se référant au rapport EHREL qui repère 17 métiers et 5 millions de travailleurs de « 2^{ème} ligne » qui ont des contrats courts, des horaires impossibles et une pénibilité sans pareille, F. Ruffin propose de « renouer avec le mouvement ouvrier » et de défendre la valeur travail. Ce qu'il développe dans son ouvrage « Je vous écris du front de la Somme » s'appuyant sur « une enquête de rue » dans laquelle les citoyens du Nord, notamment les classes populaires défendent le travail (contre l'assistantat et les « cas soc ») qu'ils estiment mal considéré par la gauche. « Moins de concurrence, plus d'entraide, moins de croissance plus de partage et plus de protection » écrit-il. ●

Extraits de l'interview de François Ruffin dans le Nouvel Obs. du 10 novembre 2022

« UKRAINE, DE LA GUERRE A LA PAIX » ?

C'est peu de dire que la lecture du dossier « Ukraine, de la guerre à la paix ? » de *Cerises* d'octobre dernier nous a mis très mal à l'aise.

Certes, les points de vue ne sont pas les mêmes, entre les participants actifs que nous sommes au Réseau Européen de Solidarité avec l'Ukraine et avec son peuple nié dans son existence même par Poutine et agressé par l'armée russe, et un journal comme *Cerises* se voulant un lieu de débats.

Nous comprenons donc l'option consistant à mettre de côté la définition d'une ligne politique sur la question de la guerre en Ukraine et à organiser un débat entre Bernard Dréano et Alain Bih. Même si nous aurions préféré un débat portant par exemple sur la résistance ukrainienne et ses expressions multiformes, d'un point de vue social et écologique, féministe et autogestionnaire.

Si les différents textes d'information rédigés par Christian Mahieux, Denis Gorbach, Bernard Dréano et Alain Lacombe apportent des informations fort utiles et nécessaires pour comprendre la situation - et si nous nous retrouvons dans les contenus de ceux-ci, il en va différemment des deux textes de présentation du débat et également de ce dernier.

Dès la présentation du débat, le malaise est présent : *Cerises* affiche l'ambition de

« s'inscrire dans les efforts de construction d'un processus visant à la sortie du conflit ». Quel est le sens d'un tel propos, dans cette guerre asymétrique faite par un impérialisme à une « petite nation » pour reprendre les termes de Lénine et marquée par une résistance ukrainienne à la fois populaire, citoyenne, auto-organisée pour une large part ? Avons-nous oublié les résistances antifascistes dans l'Europe des années 1940, déjà critiquées en leur temps au nom du pacifisme et de la recherche d'une sortie du conflit ?

Dans cette présentation, est évoqué le « socle de la nécessaire unité d'action ».

Mais de quelle unité d'action s'agit-il ? Vise-t-elle un soutien à la résistance ukrainienne ou un arrêt du conflit qui signifierait, de fait, l'acceptation de l'écrasement de tout un peuple et de l'amputation de son territoire ?

Dans le texte qui suit (« Débattre pour construire l'unité d'action »), la question est posée de savoir si cette guerre est « la marque d'un conflit inter-impérialiste », comme si un impérialisme autre que l'impérialisme russe était à l'origine de ce conflit ! A-t-on oublié la Syrie de 2016

et, déjà, l'abandon de la résistance et de la révolution syriennes face à la dictature soutenue à bout de bras par la Russie, théorisé déjà par une partie de la gauche sous prétexte de l'existence imaginaire en Syrie d'autres impérialismes que l'impérialisme russe, ou de l'aide islamiste à une partie de la résistance ?

Dans le même texte, sont évoquées les conditions minimums de l'arrêt de la tuerie », propos extrêmement ambigu : qui tue qui, précisément ? Et quelles autres conditions sont-elles envisageables pour le peuple agressé que le retrait des troupes russes hors de toutes les frontières de l'Ukraine ?

Et dans ces deux textes, deux éléments majeurs sont passés sous silence : la nature coloniale de cette guerre menée par un impérialisme contre une « petite nation », et le droit des peuples à l'auto-détermination.

Nous ne reviendrons pas sur le débat en lui-même entre Bernard Dréano - dont nous partageons le propos - et Alain Bih. Nous relevons cependant que ce dernier affirme un accord sur l'existence d'un soi-disant double conflit et que : « (...) de ces deux conflits, l'un



Dessin de Katya Gritseva artiste ukrainienne

surdétermine l'autre... la poursuite de la guerre est largement alimentée... par la manière dont les puissances occidentales - États-Unis en tête - soutiennent l'Ukraine contre la nation russe » Sic !

Pourtant, la dimension inter-impérialiste est inexistante dans le déclenchement de cette guerre. Ce qui ne signifie pas, bien entendu, que cette guerre n'est pas mise à profit par les autres impérialismes : on le voit notamment avec un réarme-

ment généralisé, auquel nous sommes en totale opposition, et qui n'a pas de rapport direct avec l'aide militaire - que nous soutenons comme il était juste de la soutenir dans les années 1940 - à la résistance ukrainienne.

Extrait du Manifeste de *Cerises*

« Dans la situation actuelle, les urgences, pour être affrontées efficacement doivent produire des éléments de réponses qui eux, se situent dans une sphère post-capitaliste. L'éparpillement et la fragmentation des luttes à gauche les rendent relativement inopérantes : cette situation impose une certaine mise en commun des luttes.

Cela suppose la construction d'un dénominateur commun autour de la visée de transformation de la société : dépasser le système capitaliste, penser le post-capitalisme, et disputer aux forces du capital la capacité à organiser la société. Il ne s'agit pas d'un travail sans portée mais de muscler les rapports de force en donnant un sens offensif à l'action et en permettant d'inscrire les efforts de ceux qui

luttent vers une autre conception de la société ».

Nous faisons le pari à *Cerises* de pouvoir mener des débats sur lesquels nous ne sommes pas toutes et tous d'accord. Nous voulons affronter nos dissensus. Passionnément, mais sereinement.

De toute évidence sur l'Ukraine, si le commun reste une base solide (restauration des frontières de l'Ukraine, retour des réfugiés, autodétermination des peuples) les dissensus continuent de cristalliser des positions que certains considèrent irréconciliables. Pourtant le débat fait bouger les lignes, et cela fait partie du processus pour construire l'alternative.

Donc le débat continue.

Sur le point précis de l'existence d'un double conflit, comme sur le prétendu rôle de l'OTAN dans cette guerre, nous partageons ce qu'en disent Denis Gorbach et Christian Mahieux. Si l'OTAN est perçue - certes, à tort - comme une protection par les millions d'habitants-es des pays d'Europe centrale, baltique et orientale, pour qui l'impérialisme russe est perçu comme une menace immédiate et terrifiante, si deux pays scandinaves ont décidé de la rejoindre, c'est à l'impérialisme russe qu'on le doit, et à personne d'autre.

Pour résumer nos désaccords, le titre du débat étant « Des analyses irréconciliables ? »... de notre point de vue, le point d'interrogation devrait être supprimé !

● Jean-Paul Bruckert, Bruno Della Sudda, Henri Mermé



Coupe du monde de football, un miroir du siècle (1904-1998)



Photo Victor Tonelli

Le Firmament

Douze femmes, d'origines sociales et d'histoires personnelles variées se retrouvent dans une sorte de jury dont dépend la pendaison -ou pas- d'une de leur congénère. Huis clos dont s'exhument les blessures et les aspirations du quotidien, d'une société elle-même douloureuse où les enjeux individuels prennent le pas sur le bien collectif. Ou le mal. Ou quand trop de frustrations, de dominations « banales » s'érigent en réflexes vengeurs.

Ces mêmes personnages sont tout autant pétris d'humanité, d'incertitudes.

Le texte de l'anglaise Lucy Kirkwood, mise en scène par Chloé Dabert, contient plein de sujets. Certains raisonnent avec le monde contemporain. Direct up-percut. Quelques autres font sursauter notre mémoire historique. Jamais sans souligner une domination coloniale, un machisme régissant la « visibilité » des femmes et niant des droits élémentaires, la morgue suintante des classes aisées sur les gens du peuple.

On peut regarder cette pièce de multiples angles. Un régal, fort bien joué, dans une mise en scène sobre (c'est de saison !) mais prenante qui nous porte dans ces incertitudes...

● Christian Mahieux

Coupe du monde de football, un miroir du siècle (1904-1998), François Thébaud, Éditions Syllepse, octobre 2022, 12 euros.

1. A propos du Miroir et de F. Thébaud, voir aussi www.miroirdufootball.com



Mortel sourire

Paris avril 2020, sous confinement. Le commissaire Jasper s'ennuie. Mais ça ne va pas durer. Un cadavre dans la Seine, sous le Pont-Neuf et les affaires reprennent. Autour d'Isabelle Burlat, chirurgienne, un meurtre, un disparu, un mort du Covid (pas sur... ?). Ses amants, son mari. Cette femme est-elle une mante religieuse ?

Ou bien faut-il chercher du côté de la concurrence féroce des laboratoires pharmaceutiques qui se livrent une guerre sans merci pour la recherche des traitements et vaccins anti-covid ? Les brevets à la clef...

Le récit de l'enquête de Jasper est ponctué des événements de la pandémie et nous replonge dans ces mois qui resteront longtemps dans notre mémoire. Mais l'humour de Philippe Stierlin n'est jamais loin, qui fait parler les morts, un personnage mystérieux, l'amoureux, et même le virus... il ne s'agit surtout pas d'une plongée dramatique.

Ce polar se lit avec plaisir.

● Sylvie Larue

Mortel sourire, Philippe Stierlin, Les éditions Arcane 17, Août 2022, 240 pages, 17 euros



Olympe de Gouges

Cette biographie, roman graphique, constitue un bien bel ouvrage pour découvrir ou revisiter la vie et les actions d'Olympe de Gouges, artisanne de la déclaration des droits de la femme et de la citoyenne en 1791.

Sans romance ni approximation cette somme historique pourra être utile de 7 à 77 ans, à des niveaux de lecture et de connaissance variables. Les auteurs ont su rendre compte de cette militante avec beaucoup de précisions, mettant en contexte, à distance, avec de réelles qualités graphiques, pour le dessin et de narration pour le scénario.

Mariée et mère à 18 ans, veuve rapidement, femme de lettres, libertine, et républicaine, elle a fréquenté quelques têtes de la littérature et de l'action publique de son époque. Elle aura défendu des valeurs, l'égalité, le droit de vote qui seront restées révolutionnaires pendant un siècle. Au moins. Même (un peu) connu, voici une lecture qui nous en apprend. Quant à sa découverte, l'épaisseur de l'ouvrage ne peut résister à la facilité d'accès.

Dans la même collection « les clandestines de l'histoire » on retrouvera Kiki de Montmartre, Alice Guy ou Joséphine Baker.

Bientôt les étrennes : pensez-y !

● Patrick Vassallo

Olympe de Gouges, Scénario : José-Louis Bocquet, Dessin : Catel Muller, Casterman, 2021, 488 pages, 27,95€ e-book 18,99 euros€



Sous le ciel des hommes

Qu'est donc ce grand-duché d'Épône ? A partir d'Hossein, « migrant » et de Jemmark, journaliste, se déroule une drôle d'épopée des temps « modernes », dont le surréalisme le dispute à un travestissement malin mais fidèle de la société que nous subissons désormais.

Sous les grands maux et les questions du monde, les espoirs et les facéties du réel surgissent au détour des pages dont les destins croisés tracent un tableau au fond bien réaliste de l'esprit humain, des gestes quotidiens, des petites lâchetés comme des belles intentions.

Écrit comme un scénario de film, la fluidité de ce roman nous balance entre pure fiction et roman historique dans des temporalités qui s'entrechoquent. Ces mots qui ne se comprennent pas : question de langage ou de culture ? Ces silences : pudeur ou menteries ? Le pire est-il toujours l'inverse du meilleur ? Quel choix avons-nous ?

Chacun-e lira ce roman avec la posture de l'humaniste, du policier ou du psy. Il restera qu'on retourne au fil des pages cette question : « n'est-on pas né pour choisir son temps et ce qu'on veut en faire » ? C'est au fond du cœur que l'on vide nos déchets intimes...

● Patrick Vassallo

Sous le ciel des hommes, Diane Meur, Éditions Sabine Wespieser, 2020, 336 pages, poche 7,90 euros, broché 22 euros, e-book 16,99 euros



L'Ukraine insurgée

Ce livre publié par les Brigades Éditoriales de Solidarité et édité par M Éditeur (Montréal), Page2

(Lausanne) et SYLLEPSE (Paris), regroupe des articles dont la grande majorité a été rédigée par des acteurs/trices de terrain : Ukrainien-nes pour beaucoup mais aussi polonais, opposant.es russes et belarus... Depuis le 24 février dernier l'agression de la Russie de Poutine contre l'Ukraine est largement à la « une » de la presse mondiale. Mais ce qu'on y entend le plus souvent, surtout sur les media télévisés, ce sont des commentateurs gouvernementaux ou de soi-disant « spécialistes » le plus souvent pas très spécialisés-es. A la notable exception du Président Zelenski peu d'ukrainien-nes !

Cet ouvrage donne la parole à celles et ceux qui luttent ou s'opposent par tous les moyens possibles, armés et non armés, à l'agression, aux militaires, aux syndicalistes, aux acteurs/trices des mouvements sociaux et aux universitaires. A l'heure où commencent à monter de toutes parts des pressions fortes sur le thème : il faut entamer des négociations qui, en l'état, ne pourraient se traduire que par une forme de défaite du peuple agressé, il est nécessaire de s'informer et soutenir son point de vue. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes étant un droit imprescriptible, lisons, entre autres, ce qu'écrit Taras Bilous du mouvement de gauche Sotsialnyi Rukh actuellement incorporé dans les forces armées de la défense territoriale. « Je suis un socialiste ukrainien, voici pourquoi je résiste à l'invasion russe »

● Henri Mermé

L'Ukraine insurgée, Éditions Syllepse, M Éditeur et Page2, 394 pages, 20 euros

Bénéfices de l'ouvrage reversés à la solidarité du peuple ukrainien

Aragon

Il y a 40 ans, disparaissait un des plus grands poètes du 20^{ème} siècle. Aragon poète, romancier journaliste, dirigeant du PCF. Aragon et Elsa Triolet un couple emblématique qui a marqué le siècle. *Cerises* a voulu honorer cet anniversaire avec ses pages Culture en sollicitant Guillaume Roubaud-Quashie, directeur du Moulin de St Arnoult. Il relate les relations entre Aragon et le PCF. Josette Pintueles nous montre [ici] une lecture passionnante et inédite de l'œuvre poétique « *L'ouvrage a donc valeur testamentaire. Aragon y parle véritablement aux futurs lecteurs, souvent avec humour* ». Enfin Alexandra Pichardie montre les rapports tumultueux entre Aragon et le mouvement surréaliste.

● **L'équipe de rédaction**

Aragon et le PCF

**« Salut à toi Parti ma famille nouvelle
Salut à toi Parti mon père désormais
J'entre dans ta demeure où la lumière est belle
Comme un matin de Premier Mai »**

(« Comment l'eau devint claire »,
Les Yeux et la Mémoire, 1954)

**« Il revient Les vélos sur le chemin des villes
Se parlent rapprochant leur nickel ébloui
Tu l'entends batelier Il revient Comment Il
Revient Je te le dis docker Il revient oui
Il revient Le wattman arrête la motrice
Camarade tu dis qu'il revient tu dis bien
Et l'employé du gaz interroge Maurice
Reviendrait. Mais comprend on te dit qu'il revient [...]
En avant le bonheur de tous est dans vos mains
Il semble qu'à le dire on ouvre l'avenir
Et l'on entend déjà chanter les lendemains »**

(« Il revient », *L'Humanité*, 1953)

**« Mon parti m'a rendu mes yeux et ma mémoire
Je ne savais plus rien de ce qu'un enfant sait
Que mon sang fût si rouge et mon cœur fût français »**
(« Du poète à son parti », *La Diane française*, 1944)

Ces vers et ces poèmes (dont certains firent l'objet d'articles dans les pages politiques du *Monde* et d'autres organes de presse) sont trop célèbres pour ne pas commencer par eux quand il s'agit d'aborder le rapport d'Aragon au PCF. Le problème est que certains croient que tout, là, est dit. C'est prendre une infime partie pour le tout, un bref moment pour une longue trajectoire...

Rappelons l'élan premier. Nous sommes sur le quai de la gare de l'Est en juin 1918. Le « parrain » Louis Andrieux, député des Basses-Alpes (dans ce qui sera *mutatis mutandis* la circonscription de Christophe Castaner), fait dire par sa « sœur » au jeune homme de 20 ans la vérité sur sa biographie. « Louis Aragon » est un nom fabriqué ; il n'est pas orphelin ; lui, Andrieux, est son père biologique ; celle qui lui a toujours été présentée comme sa sœur est en fait sa mère, etc. On a monté de toutes pièces ce mensonge pour préserver les apparences, Louis Andrieux étant un bon notable de près de 75 ans quand la belle Marguerite Toucas en compte 33 de moins et n'est pas son épouse. *Primo*, donc : la purulente hypocrisie bourgeoise.

Restons gare de l'Est. Où allons-nous ? À Saint-Dizier pour rejoindre le front. Fraîchement reçu à l'examen de médecin auxiliaire, Aragon est affecté comme adjudant-chef au 355^e

régiment d'infanterie. Voilà notre jeune homme aux premières loges de l'enfer, des chairs broyées, des vies ôtées, des gueules cassées. *Secundo* : la boucherie impérialiste.

Comment ne pas comprendre cet orage de révolte ? De tout cela naît dada puis, avec les amis Breton et Soupault, le surréalisme. Et voilà que la France veut se lancer dans une nouvelle guerre. Contre les Rifains d'Abdel Krim. Silence complice et acclamations colonialistes entourent le massacre mené par Pétain et Franco... sauf d'un côté, celui du parti communiste qui initie alors la première campagne anticolonialiste d'ampleur de l'histoire de France. Aragon se range de ce côté. Quand, en 1931, le gouvernement célèbre en grande pompe son œuvre impériale, communistes et surréalistes organisent une Contre-Exposition vantant l'art des colonisés et dénonçant l'entreprise d'oppression : « Il pleut sur l'Exposition coloniale ».

C'est toutefois un parti fort ouvrieriste qu'Aragon rejoint et sa voix n'a pas d'emblée l'écoute attentive des cercles dirigeants. Reste que les scandales surréalistes ne font peut-être pas une politique (font-ils davantage une esthétique inépuisable ?). « Le surréalisme au service de la Révolution » proclamait le journal des amis. À l'heure des choix, ce sera la Révolution sans le surréalisme. Il y a l'espoir, immense, en l'Union soviétique : hurra l'Oural ! Il y a la fraternité ouvrière approchée par le parti communiste et *L'Humanité*, journal pour lequel Aragon travaille quelques temps. Il y a de belles et grandes figures : Vaillant-Couturier, Thorez... La relation d'Aragon avec le secrétaire général mériterait d'être analysée de près. Il y a sans doute de la reconstruction de la part d'Aragon qui l'a souvent évoquée mais il paraît difficile de tout renvoyer au statut de pure fiction : l'ire irrégulière et antipatriotique (« Les trois couleurs à la voirie » « Qu'à l'eau soudards prêtres sanglants/Vous jettent les forces unies/Des enfants noirs jaunes et blancs/De la France et des Colonies ») est progressivement canalisée. Aragon devient vite un maître organisateur : on lui confie la direction du quotidien *Ce soir*, pendant vespéral de *L'Humanité*. Il est à la tête de la Maison de la Culture qui organise de grands débats avec tout ce que la France (voire l'Europe) compte d'écrivains et d'artistes. Pendant l'Occupation, Aragon est en toute première ligne du « front moral » : sa voix résonne dans mille lieux de France, touchant les cœurs, affermissant les volontés. Pierre Juquin a montré que son rôle était toutefois plus grand encore : investi comme très peu dans la Résistance intellectuelle, il est les deux mains dans le cambouis de la Résistance tout court.

La Libération le voit couronné de maints lauriers – même si c'est l'étoile Sartre qui est proposée aux regards avec une insistance croissante. La Guerre froide le fragilise toutefois considérablement : vis-à-vis des autres mais au sein même de son parti. L'ouvrierisme retrouve une grande vigueur : voici qu'il faut soumettre sa production littéraire à l'appréciation souveraine

et infaillible de la classe ouvrière et de ses représentants. Ça grince. 1953 : mort de Staline. Aragon obtient pour la Une du journal dont il vient de prendre officiellement la direction, un portrait par Picasso (qui n'avait jamais représenté Staline jusqu'ici). Scandale. Aragon est sous le feu de la critique de la direction du PCF. Thorez – absent, il est en convalescence à Moscou – met un terme à la canonnade mais Aragon garde la cicatrice de l'humiliation. Dans le même temps, via Elsa Triolet et tous les contacts en Union soviétique et dans les démocraties populaires, le « socialisme réel » perd de ses mystères et se révèle un visage inquiétant. « Vingt mil neuf cent cinquante-six comme un poignard sur mes paupières ». Le XX^e congrès du PCUS dit l'étendue de l'horreur.

S'ouvre une dernière séquence : Aragon a beaucoup à dire. Avec l'immense succès en tous milieux de *La Semaine sainte*, il a l'incontestable autorité pour se faire entendre. Aragon s'engage avec toute sa force sur trois fronts :

Liberté pour les créateurs ! C'est la victoire au comité central d'Argenteuil en 1966 et, avec Roland Leroy, on s'assure que les graines donnent leurs fruits.

Écoute attentive de la jeunesse jusque dans ses manifestations « gauchistes ». Au Comité central (que le poète a rejoint comme suppléant en 1950 puis titulaire en 1961), Aragon répète à l'envi qu'il retrouve dans cette jeunesse en colère le jeune homme que lui fut. Plutôt que la sermonner et la condamner brutalement, on gagnerait à nouer un dialogue avec elle.

Feu sur le stalinisme ! L'enjeu est déterminant. Il en va de la possibilité même du combat communiste. Soutien déterminé au printemps de Prague ; condamnation absolue de son écrasement (« un Biafra de l'esprit ») au point que *Les Lettres françaises* finiront sans abonnement dans les pays socialistes, menant le journal à sa fin en 1972.

On pourrait sans doute ajouter, dans la toute dernière période, une mobilisation de l'écrivain pour les droits des homosexuels, mobilisation publique mais aussi plus discrète, auprès des cercles dirigeants du PCF, contribuant à faire évoluer sur ce plan un parti qui n'avait pas toujours suivi cette voie.

Écrivain de premier plan, Aragon le fut assurément. Dirigeant communiste, il le fut sans doute d'une façon singulière mais l'empreinte politique du poète, pour être peut-être moins nettement identifiée, n'en est pas moins profonde et, pour qui veut bien la considérer, féconde et actuelle.

● **Guillaume Roubaud-Quashie**

Surréalisme

« Le surréalisme, c'est le briseur de chaînes » affirme la déclaration d'intention de *La Révolution Surréaliste*, en 1924.

Les chaînes sont lourdes, dans le monde d'après-guerre. Un monde immonde, indicible, qu'Aragon a reçu de plein fouet. Témoin direct des combats des Hauts de Meuse, des charges suicidaires du Chemin des Dames, il aurait pu raconter. Et non. Il s'insurge contre « l'exhibitionnisme de l'horreur ». Et se tait.

Mais, comme Aurélien, était-il hanté par ces carnages indicibles ? Dormait-il la nuit ou bien repoussait-il les rêves, comme nos exilés qui ne ferment l'œil qu'aux premières lueurs de l'aube ? « Le surréalisme ouvre les portes du rêve à tous ceux pour qui la nuit est avare ». Il en écrira peu...

Alors, dans ce monde effondré, se libérer des formes, des exigences, laisser parler ce que le conscient fait taire. La poésie est politique par nature : on se dégage du conditionnement, de la servitude volontaire. Une révolution littéraire s'enrichit petit à petit d'un positionnement politique.

Et en 1929, le détachement. La fin d'une étape plus qu'une séparation.

« Le réalisme, disent les surréalistes, c'est émonder les arbres.

Le Surréalisme, c'est émonder la vie. »

« Émonder »... Ex-monder. Sortir le monde hors du monde. En faire un ex. Un amour fini, remplaçable. Laisser place à un autre bourgeon. Et alors, pour ne pas rester qu'un témoin impuissant et muet, se tourner vers la politique. Logique.

Car le communisme, c'est un peu émonder la politique.

● **Alexandra Pichardie**



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de la CGT, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>